

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 21. L'arrêté royal du 18 octobre 1990 fixant la procédure devant la Commission permanente de recours des réfugiés, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1991 et par l'arrêté royal du 13 juillet 1992, est abrogé.

Art. 22. Notre Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 21. Het koninklijk besluit van 18 oktober 1990 tot regeling van de procedure voor de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 september 1991 en bij koninklijk besluit van 13 juli 1992, wordt opgeheven.

Art. 22. Onze Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

F. 93 — 1220

19 MAI 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée par les lois des 28 juin 1984, 14 juillet 1987 et 18 juillet 1991, par l'arrêté royal du 13 juillet 1992 et par la loi du 6 mai 1993;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par les arrêtés royaux des 2 avril 1984, 16 août 1984, 14 février 1986, 28 janvier 1988, 13 juillet 1988, 7 novembre 1988, 7 février 1990, 9 juillet 1990, 16 octobre 1990, 18 avril 1991, 25 septembre 1991, 20 décembre 1991, 13 juillet 1992, 5 novembre 1992 et 22 décembre 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que, pour des raisons de sécurité juridique et de continuité du service, le présent arrêté doit être pris dans les plus brefs délais afin d'entrer en vigueur en même temps que la loi du 6 mai 1993 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Un article 26bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers :

« Article 26bis. Lorsque le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, donne l'ordre de quitter le territoire à l'étranger visé à l'article 13, alinéa 3, de la loi, ou aux membres de la famille de celui-ci, il fixe le délai dans lequel les intéressés doivent quitter le territoire. Dans l'un et l'autre cas, la décision du Ministre ou de son délégué est notifiée par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 13ter. »

N. 93 — 1220

19 MEI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1984, 14 juli 1987 en 18 juli 1991, bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992 en bij de wet van 6 mei 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 april 1984, 16 augustus 1984, 14 februari 1986, 28 januari 1988, 13 juli 1988, 7 november 1988, 7 februari 1990, 9 juli 1990, 16 oktober 1990, 18 april 1991, 25 september 1991, 20 december 1991, 13 juli 1992, 5 november 1992 en 22 december 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, ter vrijwaring van de rechtszekerheid en de voortzetting van de dienst, huidig besluit binnen de kortste termijn dient getroffen te worden, teneinde gelijktijdig met de wet van 6 mei 1993 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, in werking te treden;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel 26bis, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd :

« Artikel 26bis. Wanneer de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of zijn gemachtigde, aan de vreemdeling bedoeld in artikel 13, lid 3, van de wet of aan de leden van diens gezin, het bevel geeft het grondgebied te verlaten, bepaalt hij de termijn waarbinnen de belanghebbenden het grondgebied moeten verlaten. In beide gevallen, wordt de beslissing van de Minister of van zijn gemachtigde door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 13ter betekend. »

Art. 2. Dans l'article 49, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1992, les mots « article 40, § 3, alinéa 1er, de la loi » sont remplacés par les mots « article 40, § 3, de la loi ».

Art. 3. Dans l'article 56, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1992, les mots « article 40, § 3, alinéa 1er, de la loi » sont remplacés par les mots « article 40, § 3, de la loi ».

Art. 4. Dans l'article 58, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1992, les mots « article 40, § 3, alinéa 1er, de la loi » sont remplacés par les mots « article 40, § 3, de la loi ».

Art. 5. Dans l'article 61, alinéa 1er, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 22 décembre 1992, les mots « article 40, § 3, alinéa 2, de la loi » sont remplacés par les mots « article 40, § 5, de la loi ».

Art. 6. Dans le titre II, chapitre III, du même arrêté, il est inséré une section préliminaire comprenant les dispositions suivantes :

« Section préliminaire. — Autorités auprès desquelles l'étranger peut se déclarer réfugié. — Prise en considération de la déclaration.

Article 71bis. § 1er. A la frontière, les autorités auprès desquelles l'étranger visé à l'article 50, alinéa 1er, de la loi, peut se déclarer réfugié, sont les autorités chargées du contrôle aux frontières.

§ 2. A l'intérieur du Royaume, les autorités auprès desquelles l'étranger visé à l'article 50, alinéa 1er, ou à l'article 51, alinéa 1er, de la loi, peut se déclarer réfugié, sont les agents de l'Administration de la Sécurité publique, Office des étrangers, ainsi que les directeurs des établissements pénitentiaires.

Article 71ter. Lorsque le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, décide, conformément à l'article 50, alinéa 3, de la loi, de ne pas prendre la déclaration de réfugié en considération, il refuse l'entrée dans le Royaume à l'étranger ou lui donne l'ordre de quitter le territoire. Les décisions du Ministre ou de son délégué sont notifiées au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 13quater. »

Art. 7. Dans l'article 72ter, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988 et modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1991, les mots « Celles-ci lui notifient la décision de refus d'entrée » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'effet suspensif prévu par l'article 63/5, alinéa 2, de la loi, celles-ci lui notifient la décision de refus d'entrée ».

Art. 8. Dans l'article 73 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, les mots « Les autorités énumérées à l'article 50, alinéa 1er, de la loi » sont remplacés par les mots « Les autorités désignées à l'article 71bis, § 2, ».

Art. 9. A l'article 74 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est abrogé;

2° dans le § 3, les mots « autorités énumérées à l'article 50, alinéa 1er, de la loi » sont remplacés par les mots « autorités désignées à l'article 71bis, § 2 »;

3° dans le § 4, alinéa 2, les mots « autorités énumérées à l'article 50, alinéa 1er, de la loi » sont remplacés par les mots « autorités désignées à l'article 71bis, § 2 ».

Art. 10. L'article 75 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 28 janvier 1988, 25 septembre 1991 et 13 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 75. § 1er. L'attestation d'immatriculation remise à l'étranger qui a demandé sa reconnaissance comme réfugié est prorogée de manière à couvrir le séjour jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande.

§ 2. Lorsque le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, a décidé, conformément à l'article 52, § 2, de la loi, que l'étranger ne serait pas admis à séjourner en qualité de réfugié dans le Royaume, il lui donne l'ordre de quitter le territoire.

Sans préjudice de l'effet suspensif prévu par l'article 63/5, alinéa 2, de la loi, les décisions du Ministre ou de son délégué sont notifiées au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26bis.

Art. 2. In artikel 49, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1992, worden de woorden « artikel 40, § 3, eerste lid, van de wet » vervangen door de woorden « artikel 40, § 3, van de wet ».

Art. 3. In artikel 56, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1992, worden de woorden « artikel 40, § 3, eerste lid, van de wet » vervangen door de woorden « artikel 40, § 3, van de wet ».

Art. 4. In artikel 58, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1992, worden de woorden « artikel 40, § 3, lid 1, van de wet » vervangen door de woorden « artikel 40, § 3, van de wet ».

Art. 5. In artikel 61, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 december 1992, worden de woorden « artikel 40, § 3, lid 2, van de wet » vervangen door de woorden « artikel 40, § 5, van de wet ».

Art. 6. In de titel II, hoofdstuk III, van hetzelfde besluit, wordt een voorafgaande afdeling ingevoegd, die de als volgt luidende bepalingen bevat :

« Voorafgaande afdeling. — Overheden waarbij de vreemdeling zich vluchteling kan verklaren. — Het in aanmerking nemen van de verklaring.

Artikel 71bis. § 1. De overheden waarbij de in artikel 50, lid 1, van de wet, bedoelde vreemdeling, zich aan de grens vluchteling kan verklaren, zijn de met de grenscontrole belaste overheden.

§ 2. De overheden waarbij de in artikel 50, lid 1, of in artikel 51, lid 1, van de wet, bedoelde vreemdeling zich, in het Rijk, vluchteling kan verklaren, zijn de ambtenaren van het Bestuur van de Openbare Veiligheid, Dienst Vreemdelingenzaken, evenals de directeurs van de strafinrichtingen.

Artikel 71ter. Wanneer de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, onder zijn bevoegdheid heeft, of zijn gemachtigde, overeenkomstig artikel 50, lid 3, van de wet, beslist de vluchtelingverklaring niet in aanmerking te nemen, weigert hij de vreemdeling de binnenkomst in het Rijk of geeft hij hem het bevel om het grondgebied te verlaten. De beslissingen van de Minister of van diens gemachtigde worden door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 13quater betekend. »

Art. 7. In artikel 72ter, lid 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1991, worden de woorden « Deze overheden brengen hem de in artikel 52, § 1, van de wet » vervangen door de woorden « Onverminderd de opschortende werking bedoeld bij artikel 63/5, lid 2, van de wet, brengen deze overheden hem de in artikel 52, § 1, van de wet ».

Art. 8. In artikel 73 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 28 januari 1988, worden de woorden « De in artikel 50, lid 1, van de wet opgesomde overheden » vervangen door de woorden « De in artikel 71bis, § 2, aangewezen overheden ».

Art. 9. In artikel 74 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 28 januari 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt opgeheven;

2° in § 3, worden de woorden « in artikel 50, eerste lid, van de wet opgesomde overheden » vervangen door de woorden « in artikel 71bis, § 2, aangewezen overheden »;

3° in § 4, lid 2, worden de woorden « in artikel 50, lid 1, van de wet opgesomde overheden » vervangen door de woorden « in artikel 71bis, § 2, aangewezen overheden ».

Art. 10. Artikel 75 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 januari 1988, 25 september 1991 en 13 juli 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 75. § 1. Het attest van immatriculatie, afgegeven aan de vreemdeling die zijn erkenning als vluchteling heeft gevraagd, wordt verlengd om het verblijf te dekken tot over de aanvraag is beschikt.

§ 2. Wanneer de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of zijn gemachtigde, overeenkomstig artikel 52, § 2, van de wet, beslist dat de vreemdeling niet toegelaten wordt in de hoedanigheid van vluchteling in het Rijk te verblijven, geeft hij hem het bevel het grondgebied te verlaten.

Onverminderd de opschortende werking bedoeld bij artikel 63/5, lid 2, van de wet, worden de beslissingen van de Minister of van diens gemachtigde door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 26bis betekend.

Il est procédé au retrait des documents remis au moment où l'étranger se déclarait réfugié et, le cas échéant, de l'attestation d'immatriculation.

§ 3. S'il l'estime nécessaire en vue de garantir l'éloignement effectif du territoire, le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, ordonne en outre le maintien de l'étranger dans un lieu déterminé visé à l'article 74/6 de la loi.

La décision du Ministre ou de son délégué est notifiée au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 39. »

Art. 11. Dans l'article 76 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 1988 et modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1991, les mots « l'article 57/11, alinéa 7, de la loi, » sont remplacés par les mots « l'article 57/11, § 1er, alinéa 3, de la loi, ».

Art. 12. Dans l'article 77, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1991, les mots « l'article 57/11, alinéa 7, de la loi et du respect du délai prévu à l'alinéa 8 du même article, » sont remplacés par les mots « l'article 57/11, § 1er, alinéa 3, de la loi ».

Art. 13. Dans l'article 79 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, les mots « Les autorités énumérées à l'article 50, alinéa 1er, de la loi » sont remplacés par les mots « Les autorités désignées à l'article 71bis, § 2, ».

Art. 14. A l'article 80 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 2, les mots « autorités énumérées à l'article 50, alinéa 1er, de la loi » sont remplacés par les mots « autorités désignées à l'article 71bis, § 2 » ;

2° dans le § 3, alinéa 2, les mots « autorités énumérées à l'article 50, alinéa 1er, de la loi » sont remplacés par les mots « autorités désignées à l'article 71bis, § 2 ».

Art. 15. Dans l'article 83 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 1988 et modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1991, les mots « l'article 57/11, alinéa 7, de la loi » sont remplacés par les mots « l'article 57/11, § 1er, alinéa 3, de la loi ».

Art. 16. Le titre II, chapitre III, section 2bis, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1992, est remplacé par une section 2bis comprenant un article 88bis rédigé comme suit :

« Section 2bis. — Candidats réfugiés. — Eloignement du Royaume.

Article 88bis. § 1er. Lorsque le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, refuse l'accès au territoire à l'étranger visé à l'article 52bis, alinéa 1er, de la loi, les autorités chargées du contrôle aux frontières procèdent au refoulement.

La décision du Ministre est notifiée au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 11bis. Il est procédé au retrait des documents remis au moment où l'étranger se déclarait réfugié.

§ 2. Lorsque le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, décide que l'étranger visé à l'article 52bis, alinéa 1er, de la loi, ne peut pas ou ne peut plus séjourner dans le Royaume, il lui donne l'ordre de quitter le territoire.

La décision du Ministre est notifiée au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 13bis. Il est procédé au retrait des documents remis au moment où l'étranger se déclarait réfugié et, le cas échéant, de l'attestation d'immatriculation. »

Art. 17. Le titre III, chapitre Ierbis, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988 et modifié par les arrêtés royaux des 25 septembre 1991 et 13 juillet 1992, est remplacé par un chapitre Ierbis comprenant les dispositions suivantes :

« Chapitre Ierbis. — Recours urgent auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Article 113bis. Tout recours urgent est adressé au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides par l'étranger ou par son conseil, accompagné d'une copie de la décision contre laquelle le recours est formé.

Sans préjudice de l'article 63/2, § 2, alinéa 2, de la loi, le recours est adressé par lettre recommandée à la poste, à défaut de quoi la preuve du respect du délai prévu à l'article 63/2, § 2, alinéa 1er, de la loi, peut être apportée par toute voie de droit.

De documents die aan de vreemdeling afgegeven werden op het ogenblik dat hij zich vluchteling verklaarde, en, in voorkomend geval, het attest van immatriculatie, worden afgenomen.

§ 3. Als hij het nodig acht, beveelt de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of zijn gemachtigde, met het oog op het waarborgen van de effectieve verwijdering uit het grondgebied bovendien de vasthouding van de vreemdeling in een welbepaalde plaats bedoeld bij artikel 74/6 van de wet.

De beslissing van de Minister of van diens gemachtigde wordt door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 39, betekend. »

Art. 11. In artikel 76 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 28 januari 1988 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1991, worden de woorden « artikel 57/11, zevende lid, van de wet » vervangen door de woorden « artikel 57/11, § 1, lid 3, van de wet ».

Art. 12. In artikel 77, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1991, worden de woorden « artikel 57/11, zevende lid, van de wet en van de inachtneming van de termijn bepaald in het achtste lid van hetzelfde artikel » vervangen door de woorden « artikel 57/11, § 1, lid 3, van de wet ».

Art. 13. In artikel 79 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988, worden de woorden « De in artikel 50, lid 1, van de wet opgesomde overheden » vervangen door de woorden « De in artikel 71bis, § 2, aangewezen overheden ».

Art. 14. In artikel 80 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, lid 2, worden de woorden « overheden genoemd in artikel 50, lid 1, van de wet » vervangen door de woorden « in artikel 71bis, § 2, aangewezen overheden » ;

2° in § 3, lid 2, worden de woorden « in artikel 50, lid 1, van de wet, opgesomde overheden » vervangen door de woorden « in artikel 71bis, § 2, aangewezen overheden ».

Art. 15. In artikel 83 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 28 januari 1988 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1991, worden de woorden « artikel 57/11, zevende lid, van de wet » vervangen door de woorden « artikel 57/11, § 1, lid 3, van de wet ».

Art. 16. Titel II, hoofdstuk III, sectie 2bis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992, wordt door een afdeling 2bis vervangen, die een als volgt luidend artikel 88bis bevat :
« Afdeling 2bis. — Asielzoekers. — Verwijdering uit het Rijk.

Artikel 88bis. § 1. Wanneer de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, aan de in het artikel 52bis, eerste lid, van de wet bedoelde vreemdeling de toegang tot het grondgebied weigert, gaan de met de grenscontrole belaste overheden tot teruggrijping over.

De beslissing van de Minister wordt door een document overeenkomstig het model van bijlage 11bis betekend. De documenten die aan de vreemdeling afgegeven werden op het ogenblik dat hij zich vluchteling verklaarde, worden afgenomen.

§ 2. Wanneer de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, beslist dat de in artikel 52bis, eerste lid, van de wet, bedoelde vreemdeling niet of niet meer in het Rijk mag verblijven, geeft hij hem het bevel om het grondgebied te verlaten.

De beslissing van de Minister wordt door een document overeenkomstig het model van bijlage 13bis betekend. De documenten die aan de vreemdeling afgegeven werden op het ogenblik dat hij zich vluchteling verklaarde, en, in voorkomend geval, het attest van immatriculatie, worden afgenomen. »

Art. 17. Titel III, hoofdstuk Ibis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 september 1991 en 13 juli 1992 wordt door een hoofdstuk Ibis vervangen, dat de als volgt luidende bepalingen bevat :

« Hoofdstuk Ibis. — Dringend beroep bij de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

Artikel 113bis. Elk dringend beroep wordt door de vreemdeling of door zijn raadsman aan de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen gericht, vergezeld van een copie van de beslissing waartegen het beroep is gericht.

Onverminderd artikel 63/2, § 2, lid 2, van de wet, wordt het beroep bij ter post aangetekende brief gedaan, bij gebreke waarvan het bewijs van het naleven van de in het artikel 63/2, § 2, eerste lid, van de wet, bepaalde termijn door alle wettelijke middelen kan worden geleverd.

Article 113ter. En cas de refus d'entrée, le refoulement de l'étranger est suspendu jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le recours.

En cas de refus de séjour ou d'établissement avec ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé, le délai précité est prorogé jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le recours.

Article 113quater. § 1er. Lorsque le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou un de ses adjoints, ou, le cas échéant, la Commission permanente de recours des réfugiés, accueille un recours urgent introduit contre une décision de refus d'entrée, les autorités chargées du contrôle aux frontières procèdent conformément à l'article 72bis, alinéa 2.

En cas de confirmation de la décision contestée, l'étranger est refoulé.

§ 2. Lorsque le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou un de ses adjoints, ou, le cas échéant, la Commission permanente de recours des réfugiés, accueille un recours urgent introduit contre un refus de séjour ou d'établissement qui entraîne l'éloignement du Royaume, l'administration communale du lieu où loge l'étranger procède, sur instruction du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou de son délégué, à l'inscription de l'intéressé au registre des étrangers et à la remise d'une attestation d'immatriculation du modèle A, valable trois mois à partir de la date de sa délivrance.

En cas de confirmation de la décision contestée, et sauf instruction contraire du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou de son délégué, la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, ou d'un de ses adjoints, ou, le cas échéant, de la Commission permanente de recours des réfugiés, reproduit le délai pour quitter le territoire tel qu'il a été fixé dans la décision contestée. Ce délai commence à courir à dater de la notification de la décision de confirmation. »

Art. 18. Le titre III, chapitre III, du même arrêté, comprenant l'article 114bis, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988 et modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1991, est abrogé.

Art. 19. L'annexe 13bis du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 28 janvier 1988 et modifiée par l'arrêté royal du 13 juillet 1992, est remplacée par l'annexe 13bis, jointe au présent arrêté.

Art. 20. L'annexe 25 du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 25 septembre 1991, est remplacée par l'annexe 25, jointe au présent arrêté.

Art. 21. Les annexes 25bis et 26bis du même arrêté, remplacées par l'arrêté royal du 25 septembre 1991 et modifiées par l'arrêté royal du 13 juillet 1992, sont remplacées par les annexes 25bis et 26bis, jointes au présent arrêté.

Art. 22. Les annexes 11bis, 13ter, 13quater et 39, jointes au présent arrêté, sont insérées dans les annexes de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Art. 23. La procédure prévue, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, au titre III, chapitre Ier bis, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, reste applicable à la demande urgente de réexamen introduite contre une décision du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou de son délégué, prise en application de l'article 52 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, avant l'entrée en vigueur de l'article 63/2 de la même loi tel qu'il a été modifié par la loi du 6 mai 1993.

Art. 24. Notre Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

L. TOBBACK

Artikel 113ter. In geval van weigering van toegang tot het grondgebied, wordt de terugdrijving van de vreemdeling opgeschort tot wanneer over het beroep beschikt is.

In geval van weigering van verblijf of vestiging met bevel binnen een bepaalde termijn het grondgebied te verlaten, wordt deze termijn verlengd tot wanneer over het beroep beschikt is.

Artikel 113quater. § 1. Wanneer de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of één van zijn adjuncten of, al naar het geval, de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, een dringend beroep ontvangt dat tegen een beslissing tot weigering van toegang tot het grondgebied ingediend is, handelen de met de grenscontrole belaste overheden overeenkomstig artikel 72bis, lid 2.

In geval van bevestiging van de aangevochten beslissing, wordt de vreemdeling teruggedreven.

§ 2. Wanneer de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, of één van zijn adjuncten of, al naar het geval, de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, een dringend beroep, dat tegen een weigering van verblijf of vestiging die de verwijdering uit het Rijk met zich brengt, ingediend is, ontvangt, gaat het gemeentebestuur van de plaats waar de vreemdeling logeert, op onderrichting van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of van diens gemachtigde, over tot de inschrijving van de betrokkene in het vreemdelingenregister en geeft hem een attest van immatriculatie, model A, geldig drie maanden vanaf de datum van afgifte.

In geval van bevestiging van de aangevochten beslissing, en behoudens andersluidende onderrichting van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of van diens gemachtigde, geeft de beslissing van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, of van één van zijn adjuncten, of, al naar het geval, van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, de termijn om het grondgebied te verlaten weer, zoals deze in de aangevochten beslissing werd bepaald. Deze termijn begint te lopen vanaf de datum van de betekening van de beslissing van bevestiging. »

Art. 18. Titel III, hoofdstuk III, van hetzelfde besluit, welke artikel 114bis bevat, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1991, wordt opgeheven.

Art. 19. Bijlage 13bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992, wordt vervangen door de bijlage 13bis, die bij dit besluit gevoegd is.

Art. 20. Bijlage 25 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 25 september 1991, wordt vervangen door de bijlage 25, die bij dit besluit gevoegd is.

Art. 21. Bijlagen 25bis en 26bis van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 25 september 1991 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992, worden vervangen door de bijlagen 25bis en 26bis, die bij dit besluit gevoegd zijn.

Art. 22. Bijlagen 11bis, 13ter, 13quater en 39, gevoegd bij dit besluit, worden ingevoegd bij de bijlagen van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Art. 23. De procedure bepaald voor de inwerkingtreding van dit besluit, in titel III, hoofdstuk Ibis, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, blijft van toepassing op het dringend verzoek tot heronderzoek ingediend tegen een beslissing van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of van diens gemachtigde, met toepassing van het artikel 52 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen genomen, voor de inwerkingtreding van artikel 63/2 van dezelfde wet zoals gewijzigd bij de wet van 6 mei 1993.

Art. 24. Onze Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

L. TOBBACK

[F-273]

ANNEXE 11 bis

MINISTRE DE LA JUSTICE

SURETE PUBLIQUE

OFFICE DES ETRANGERS

RECTO

REF. :

DECISION DE REFUS D'ENTREE AVEC REFOULEMENT

Vu l'article 52bis, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 6 mai 1993;

Vu l'avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides rendu le ... et concluant que ...;

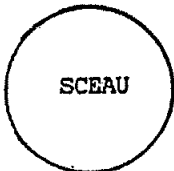
Considérant que le (la) nommé(e) la personne qui déclare se nommer](1) ... né(e) à ... le ... de nationalité/et être de nationalité (1) ... a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié ;

Considérant que (motif de la décision) ...;

En exécution de l'article 88bis, § 1er, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 6 mai 1993, le (la) prénommé(e) est refoulé(e).

Bruxelles, le ...

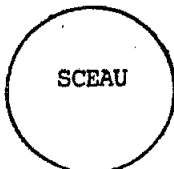
Le Ministre de ... (2)



(1) En exécution de l'article 53bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 6 mai 1993, le (la) prénommé(e) est reconduit(e) à la frontière du pays qu'il (elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.

Bruxelles, le ...

Le Ministre de ... (2)



(1) Biffer la mention inutile.
(2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

VERSO

ACTE DE NOTIFICATION

L'an, le,
à la requête du Ministre de (1),
Je soussigné(e) (2)
demeurant à
.
ai notifié au (à la) nommé(e)
à la personne qui déclare se nommer } (3)
né(e) à, le,
de nationalité/et être de nationalité (3)
la décision du
lui refusant l'entrée dans le Royaume avec refoulement
(3) et la décision du
visant à le (la) reconduire à la frontière du pays qu'il (elle) a fui et où, selon sa
déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de cette (ces) décision(s).

Je l'ai informé(e) que la première/et la deuxième (3) décision(s) est (sont)
susceptible(s) d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, lequel doit être
introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la présente
notification et que l'exercice de ce recours en annulation n'a pas pour effet de suspendre
l'exécution de la (des) décision(s) précitée(s), sans préjudice des articles 17 et 18 des
lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Je reconnais avoir reçu
notification de la (des)
présente(s) décision(s).

Signature de l'étranger(ère),

Signature et sceau
de l'autorité chargée
du contrôle aux frontières,

-
- 1) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et
l'éloignement des étrangers dans ses compétences.
2) Nom et qualité de l'autorité.
3) Biffer la mention inutile.

Ministerie van Justitie
 Openbare Veiligheid
 Dienst Vreemdelingenzaken

Bijlage 11 bis

RECTO

Ref. :

**BESLISSING TOT BINNENKOMSTWEIGERING
 MET TERUGDRIJVING**

Gelet op artikel 52 bis, lid 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1993;

Gelet op het advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, gegeven op, en dat besluit dat

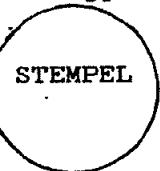
Overwegende dat

de genaamde
 de persoon die verklaart te heten](1)
 geboren te, op,
 van nationaliteit (te zijn) (1), de
 erkenning van het statuut van vluchteling gevraagd heeft;

Overwegende dat (reden van de beslissing)

In uitvoering van artikel 88 bis, § 1, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt voornoemde teruggedreven.

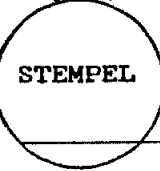
Brussel,



De Minister van (2)

(1) In uitvoering van artikel 53 bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1993, wordt voornoemde teruggedleid naar de grens van het land dat hij (zij) ontvlucht is, en waar volgens zijn (haar) verklaring zijn (haar) leven of vrijheid bedreigd zou zijn.

Brussel,



De Minister van (2)

(1) De onnodige vermelding doorhalen.
 (2) De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, aanduiden.

VERSOAKTE VAN KENNISGEVING

Ten jare op
 op verzoek van de Minister van (1),
 heb ik ondergetekende (2)
 verblijf houdende te

 aan de genaamde
 de persoon die verklaart te heten (3)
 geboren te op
 van nationaliteit (te zijn) (3),
 kennis gegeven van de beslissing van
 waarbij hem (haar) de toegang tot het Rijk geweigerd wordt
 en hij (zij) teruggedreven wordt,
 (3) en van de beslissing van
 die tot doel heeft hem (haar) naar de grens van het land,
 dat hij (zij) ontvlucht is en naar volgens zijn (haar)
 verklaring, zijn (haar) leven of vrijheid bedreigd zou
 zijn, terug te leiden.

Er wordt hem (haar), door mijn toedoen, een
 afschrift van deze beslissing(en) overhandigd.

Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht dat
 de eërste/en de tweede beslissing (3) vatbaar is (zijn)
 voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State,
 hetwelk bij een ter post aangetekende brief moet ingediend
 worden binnen zestig dagen na deze kennisgeving en dat het
 instellen van dit beroep tot nietigverklaring, onverminderd
 de artikelen 17 en 18 van de gecoördineerde wetten op de
 Raad van State van 12 januari 1973, niet tot gevolg heeft
 dat de tenuitvoerlegging van voornoemde beslissing(en)
 geschorst wordt.

Ik erken kennisgeving te
 hebben ontvangen van
 onderhavige beslissing(en).

Handtekening en
 stempel van de met
 de grenscontrole
 belaste overheid,

Handtekening van de vreemdeling,

-
- (1) De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het
 grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering
 van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, aanduiden.
 (2) Naam en hoedanigheid van de overheid.
 (3) De overbodige vermelding doorhalen.

Annexe 13 bis

MINISTERE DE LA JUSTICE

SURETE PUBLIQUE

OFFICE DES ETRANGERS

RECTO

REF. :

DECISION DE REFUS DE SEJOUR
AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE

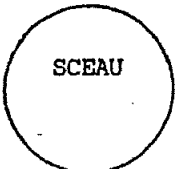
Vu l'article 52 bis, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers inséré par la loi du 6 mai 1993;

Vu l'avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides rendu le ;
et concluant que ;

Considérant que le (la) nommé(e) }
la personne qui déclare } (1)
se nommer }
. ;
né(e) à , le ;
de nationalité/et être de nationalité (1) ;
a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié ;

Considérant que (motif de la décision).
. ;
. ;

En exécution de l'article 88 bis, § 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 6 mai 1993, il lui est enjoint de quitter le territoire dans les jours.



Bruxelles, le

Le Ministre de (2)

(1) Biffer la mention inutile.
(2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

VERSO

ACTE DE NOTIFICATION

L'an, le
à la requête du Ministre de, (1)
Je soussigné(e) (2)
demeurant à
ai notifié :
- (3) au (à la) nommé(e)
à la personne qui déclare se nommer } (3)
- (3) au domicile élu par l'intéressé(e) : (4)
- (3) au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides : (5)
né(e) à, le
de nationalité/et être de nationalité (3)
la décision du, lui refusant le séjour dans le Royaume et
lui enjoignant de quitter le territoire dans les jours de la
présente notification, avec interdiction de se rendre au Luxembourg et aux
Pays-Bas.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de cette décision.

Je l'ai informé(e) qu'à défaut d'obtempérer, il (elle) s'expose, sans préjudice de poursuites judiciaires sur la base de l'article 75 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à être ramené(e) à la frontière et à être détenu(e) à cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la mesure, conformément à l'article 27 de la même loi.

Je l'ai également informé(e) que la décision est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la présente notification (l'exercice de ce recours en annulation n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la décision précitée, sans préjudice des articles 17 et 18 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973).

Je reconnais avoir reçu notification
de la présente décision. (3)

Signature et sceau de l'autorité,

Signature de l'étranger (ère), (3)

-
- (1) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.
 - (2) Nom et qualité de l'autorité.
 - (3) Biffer la mention inutile.
 - (4) Indiquer la dernière adresse où l'intéressé(e) a fait élection de domicile.
 - (5) Mentionner l'adresse du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

Ministerie van Justitie
Openbare Veiligheid
Dienst Vreemdelingenzaken

Bijlage 13 bis

RECTO

Ref. :

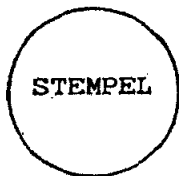
**BESLISSING TOT WEIGERING VAN VERBLIJF
MET BEVEL OM HET GRONDGEBIED TE VERLATEN**

Gelet op artikel 52 bis, lid 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1993;

Gelet op het advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen gegeven op....., en dat besluit dat

Overwegende dat
de genaamde
de persoon die verklaart te heten] (1)
geboren te, op
van nationaliteit (te zijn) (1), de
erkenning van het statuut van vluchteling gevraagd heeft;
Overwegende dat (reden van de beslissing).....

.....;
In uitvoering van artikel 88 bis, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 mei 1993, wordt aan hem (haar) bevel gegeven het grondgebied te verlaten binnen dagen.



Brussel,

De Minister van (2)

(1) De onnodige vermelding doorhalen.
(2) De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, aanduiden.

VERSO

AKTE VAN KENNISGEVING

Ten jare op
 op verzoek van de Heer Minister van (1)
 heb ik ondergetekende (2)
 verblijf houdende te
 - (3) aan de genaamde
 de persoon die verklaart te heten } (3).....

 - (3) aan de door betrokkene de gekozen woonplaats: (4)

 - (3) aan het Commissariaat-generaal voor de
 staatlozen : (5)
 geboren te op
 en van..... nationaliteit (te zijn) (3),
 kennis gegeven van de beslissing van
 waarbij hem (haar) het verblijf in het Rijk geweigerd wordt
 en waarbij hem (haar) bevel gegeven wordt het grondgebied
 te verlaten binnen dagen na deze kennisgeving,
 met verbod zich naar Luxemburg en Nederland te begeven.

Er werd hem (haar), door mijn toedoen, afschrift
 overhandigd van deze beslissing.

Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht
 dat, indien hij (zij) dit bevel niet opvolgt, hij (zij)
 gevaar loopt, onverminderd rechtsvervolging op grond van
 artikel 75 van de wet van 15 december 1980 betreffende de
 toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en
 de verwijdering van vreemdelingen, naar de grens te worden
 geleid en te dien einde te worden opgesloten voor de tijd
 die strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van de
 maatregel, overeenkomstig artikel 27 van dezelfde wet.

Ik heb hem (haar) en eveneens van op de hoogte
 gebracht dat de beslissing vatbaar is voor een beroep tot
 nietigverklaring bij de Raad van State, hetwelk bij een ter
 post aangetekende brief moet ingediend worden binnen zestig
 dagen na deze kennisgeving (het instellen van dit beroep
 tot nietigverklaring heeft, onverminderd de artikelen 17 en
 18 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, van
 12 januari 1973, niet tot gevolg dat de tenuitvoerlegging
 van die beslissing geschorst wordt).

Ik erken kennisgeving te
 hebben ontvangen van
 onderhavige beslissing. (3)

Handtekening en
 stempel van de
 overheid,

Handtekening van de vreemdeling,

-
- (1) De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het
 grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering
 van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, aanduiden
 (2) De naam en de hoedanigheid van de overheid aanduiden
 (3) De onnodige vermelding doorhalen
 (4) Het laatste adres waar betrokkene woonplaats gekozen
 heeft, aanduiden
 (5) Het adres van het Commissariaat-generaal voor de
 vluchtelingen en de staatlozen vermelden.

Annexe 13 ter

RECTO

Ministère de la Justice

Sûreté publique

Office des Etrangers

Réf. :

ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE

Vu l'article 13, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 6 mai 1993;

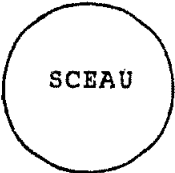
Considérant que le (la) nommé(e) ... né(e) à ... de nationalité ... demeurant à ... (1) - a été autorisé(e) à séjourner plus de trois mois en Belgique pour une durée limitée; (1) - a été admis(e) à séjourner plus de trois mois en Belgique pour une durée limitée en qualité de membre de la famille d'un(e) étranger(e) autorisé(e) au séjour pour une durée limitée (1);

Considérant que (motif de la décision) ...

En exécution de l'article 26 bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par l'arrêté royal du 6 mai 1993, il lui est enjoint de quitter le territoire dans les ... jours.

Bruxelles, le ...

- (1) Le Ministre de ... (2)
(1) Le délégué du Ministre de ... (2)



(1) Biffer la mention inutile.
(2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

VERSO

ACTE DE NOTIFICATION

L'an, le,
à la requête
- (1) du Ministre de(2),
- (1) du délégué du Ministre de(2),
je soussigné(e) (3),
demeurant à,
ai notifié à,
né(e) à, le,
la décision du,
lui enjoignant de quitter le territoire dans lesjours
de la présente notification, avec interdiction de se rendre au
Luxembourg et aux Pays-Bas.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de cette décision.

Je l'ai informé(e) qu'à défaut d'obtempérer, il (elle)
s'expose, sans préjudice de poursuites judiciaires sur la base de
l'article 75 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au
territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des
étrangers, à être ramené(e) à la frontière et à être détenu(e) à
cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution
de la mesure, conformément à l'article 27 de la même loi.

Je l'ai également informé(e) que la décision précitée est
susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat,
lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans
les soixante jours de la présente notification et que l'exercice
de ce recours en annulation n'a pas pour effet de suspendre
l'exécution de la décision précitée, sans préjudice des articles
17 et 18 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier
1973.

Je reconnais avoir reçu notification
de la présente décision.

Signature de l'étranger (ère),

Signature et sceau de
l'autorité.

-
- (1) Biffer la mention inutile.
(2) Indiquer la qualité du Ministre qui à l'accès au territoire,
le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans
ses compétences.
(3) Nom et qualité de l'autorité.

Ministerie van Justitie
Openbare Veiligheid
Dienst Vreemdelingenzaken

Bijlage 13 ter

RECTO

Ref. :

BEVEL OM HET GRONDGEBIED TE VERLATEN

Gelet op artikel 13, lid 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1993;

Overwegende dat de genaamde
.....,
geboren te, op,
van nationaliteit, verblijvende te

(1) - gemachtigd werd tot een verblijf in België van meer dan drie maanden met beperkte duur.

(1) - toegelaten werd tot een verblijf in België van meer dan drie maanden met beperkte duur, in de hoedanigheid van een familielid van een tot een verblijf van beperkte duur toegelaten vreemdeling.

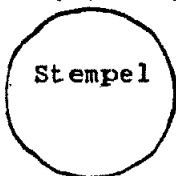
Overwegende dat (reden van de beslissing)
.....;
.....;

In uitvoering van artikel 26 bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt hem (haar) bevel gegeven het grondgebied te verlaten binnen dagen.

Brussel,

(1) De Minister van (2)

(1) De gemachtigde van de Minister van (2)



(1) De onnodige vermelding doorhalen

(2) De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, aanduiden.

VERSOAKTE VAN KENNISGEVING

Ten jare, op
 op verzoek van
 (1) de Heer Minister van, (2)
 (1) de gemachtigde van de Heer Minister van, (2)
 heb ik ondergetekende (3)

 verblijf houdende te
 aan
 geboren te, op
 kennis gegeven van de beslissing van
 waarbij hem (haar) bevel gegeven wordt het grondgebied te
 verlaten binnen dagen na deze kennisgeving, met
 verbod zich naar Luxemburg en Nederland te begeven.

Er werd hem (haar), door mijn toedoen, afschrift
 overhandigd van die beslissing.

Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht
 dat, indien hij (zij) dit bevel niet opvolgt, hij (zij)
 gevaar loopt, onverminderd rechtsvervolging op grond van
 artikel 75 van de wet van 15 december 1980 betreffende de
 toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en
 de verwijdering van vreemdelingen, naar de grens te worden
 geleid en te dien einde te worden opgesloten voor de tijd
 die strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van de
 maatregel, overeenkomstig artikel 27 van dezelfde wet.

Ik heb hem (haar) er eveneens van op de hoogte
 gebracht dat voormelde beslissing vatbaar is voor een
 beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, hetwelk
 bij een ter post aangetekende brief moet ingediend worden
 binnen zestig dagen na deze kennisgeving en dat het
 instellen van dit beroep tot nietigverklaring, onverminderd
 de artikelen 17 en 18 van de gecoördineerde wetten op de
 Raad van State van 12 januari 1973, niet tot gevolg heeft
 dat de tenuitvoerlegging van die beslissing geschorst
 wordt.

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen
 van deze beslissing.

Handtekening van de vreemdeling,

Handtekening en
 stempel van de
 overheid,

-
- (1) De onnodige vermelding doorhalen
 (2) De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het
 grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering
 van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, aanduiden.
 (3) De naam en hoedanigheid van de overheid

Annexe 13 quater

RECTO

Ministère de la Justice

Sûreté publique

Office des Etrangers

Réf. :

REFUS DE PRISE EN CONSIDERATION D'UNE
DECLARATION DE REFUGIE

Vu l'article 50, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 6 mai 1993;

Considérant que le (la) nommé(e) } (1)
la personne qui déclare se nommer }

né(e) à , le
de nationalité/et être de nationalité (1)
s'est déclaré(e) réfugié le (2);

Considérant que (motivation de la décision)
.....
.....;

La déclaration précitée n'est pas prise en considération.

En exécution de l'article 71 ter de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par l'arrêté royal du 6 mai 1993, le (la) prénommé(e)

- (1) est refoulé(e).
- (1) doit quitter le territoire dans les jours.

Bruxelles, le

PHOTO

SCEAU

- (1) Le Ministre de (3)
- (1) Le délégué du Ministre de (3)

(1) Biffer la mention inutile.
(2) Indiquer la date de la déclaration.
(3) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

VERSO

ACTE DE NOTIFICATION

L'an, le,
à la requête
- (1) du Ministre de (2),
- (1) du délégué du Ministre de (2),
je soussigné(e) (3),
demeurant à,
ai notifié :
- (1) au (à la) nommé(e) } (1)
à la personne qui déclare se nommer }
.....
- (1) au domicile élu par l'intéressé(e) (4) :
.....
- (1) au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (5) :
.....
né(e) à, le,
de nationalité/et être de nationalité (1) :,
les décisions du, refusant de
prendre en considération sa déclaration de réfugié et
- (1) ordonnant son refoulement.
- (1) lui enjoignant de quitter le territoire dans les
jours de la présente notification, avec interdiction de se rendre
au Luxembourg et aux Pays-Bas.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de ces décisions.

Je l'ai informé(e) qu'à défaut d'obtempérer, il (elle) s'expose, sans préjudice de poursuites judiciaires sur la base de l'article 75 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à être ramené(e) à la frontière et à être détenu(e) à cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la mesure, conformément à l'article 27 de la même loi.

Je l'ai également informé(e) que les deux décisions sont susceptibles d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la présente notification, et que l'exercice de ce recours en annulation n'a pas pour effet de suspendre l'exécution des décisions précitées.

Je reconnais avoir reçu Signature et sceau de l'autorité,
notification des présentes
décisions. (1)

Signature de l'étranger(ère), (1)

-
- (1) Biffer la mention inutile.
(2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.
(3) Nom et qualité de l'autorité.
(4) Indiquer la dernière adresse où l'intéressé(e) a fait élection de domicile.
(5) Mentionner l'adresse du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

Ministerie van Justitie
Openbare Veiligheid
Dienst Vreemdelingenzaken

Bijlage 13 quater

RECTO

Ref. :

**WEIGERING TOT IN OVERWEGINGNAME VAN EEN
VLUCHTELINGVERKLARING**

Gelet op artikel 50, lid 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1993;

Overwegende dat

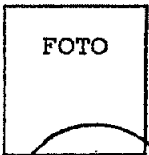
de genaamde
de persoon die verklaart te heten } (1)
geboren te, op,
van (en van) nationaliteit (te zijn) (1),
die zich vluchteling verklaarde op (2);
Overwegende dat (reden van de beslissing).....

kan de bovenvermelde verklaring niet in overweging worden genomen.

In uitvoering van artikel 71 ter van het koninklijk besluit van 8 oktober betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 mei 1993, wordt genoemde

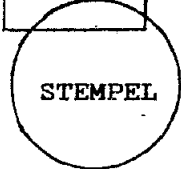
(1) teruggedreven.

(1) het bevel gegeven het grondgebied te verlaten binnen
..... dagen.



Brussel,

(1) De Minister van (3)
(1) De gemachtigde van de Minister van (3)



- (1) De onnodige vermelding doorhalen
- (2) De datum van de verklaring vermelden
- (3) De hoedanigheid van de Minister aanduiden die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.

VERSOAKTE VAN KENNISGEVING

Ten jare, op,
 ten verzoeken van
 - (1) de Heer Minister van (2),
 - (1) de gemachtigde van de Heer Minister van (2),
 heb ik ondergetekende (3),
 verblijf houdende te,
 - (1) aan de genaamde
 aan de persoon die verklaart te heten (1),
,
 - (1) op de woonplaats gekozen door de betrokkene : (4)
,
 - (1) op het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen : (5)
,
 geboren te, op,
 van (en van) nationaliteit (te zijn),
 kennis gegeven van de beslissingen van,
 waarbij zijn (haar) vluchtelingverklaring niet in overweging kan worden genomen en waarbij
 betrokkene
 - (1) teruggedreven wordt.
 - (1) het bevel gegeven wordt het grondgebied te verlaten binnen dagen na deze
 kennisgeving met verbod zich naar Luxemburg en Nederland te begeven.

Er werd hem (haar) door mijn toedoen afschrift overhandigd van die beslissingen.

Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht dat indien hij (zij) dit bevel
 niet opvolgt, hij (zij) gevaar loopt, onverminderd rechtsvervolging op grond van artikel 75
 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de
 vestiging en de verwijdering van vreemdelingen naar de grens worden geleid en te dien einde
 te worden opgesloten voor de tijd die strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van de
 maatregel overeenkomstig artikel 27 van dezelfde wet.

Ik heb hem (haar) er eveneens van op de hoogte gebracht dat beide beslissingen
 vatbaar zijn voor beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, hetwelk bij een ter
 post aangetekende brief moet ingediend worden binnen zestig dagen na deze kennisgeving en
 dat het instellen van dit beroep tot nietigverklaring de tenuitvoerlegging van die
 beslissingen niet schorst, onverminderd de uitvoering van bovenvermelde beslissingen.

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen
 van de onderhavige beslissingen (1)

Handtekening van de vreemdeling (1),

Handtekening en
 stempel van de
 overheid,

(1) De onnodige vermelding doorhalen

(2) De hoedanigheid aanduiden van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het
 verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.

(3) Naam en hoedanigheid van de overheid

(4) Laatste adres vermeldde waar de betrokkene woonplaats heeft gekozen.

(5) Het adres van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen
 vermelden.

ROYAUME DE BELGIQUE

En-tête de l'autorité

ANNEXE 25

Réf. :

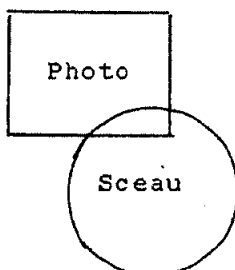
Attestation délivrée en application de l'article 72 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 1988.

Par devant Nous, (1)
 le (la) nommé(e) } (2)
 la personne qui déclare se nommer }
 né(e) à le
 de nationalité/et être de nationalité (2)
 titulaire du passeport (3)
 porteur du document (3) } (2)
 dépourvu(e) de tout document
 d'identité
 - s'est déclaré(e) réfugié conformément à l'article 50 de la loi
 du 15 décembre 1980 (2).

- a demandé à être assimilé(e) au réfugié en application de
 l'article 57 de la loi du 15 décembre 1980 (2).

Signature de l'étranger(ère),

Fait à, le
 Signature de l'autorité qui a
 acté la déclaration/demande, (2)



Autorisation d'entrée
 (art. 72 bis, A.R. 8 octobre
 1981, modifié par A.R. 28 janvier
 1988)

Lorsqu'il (elle) est autorisé(e) à entrer dans le Royaume, le (la) prénommé(e) est tenu(e) de se présenter, dans les huit jours ouvrables de son entrée, à l'administration communale du lieu où il (elle) compte loger, muni(e) du présent document et de ceux dont il (elle) était porteur (porteuse) au moment de son entrée.

(1) Nom et qualité de l'autorité.

(2) Biffer la mention inutile.

(3) Caractéristiques du passeport et éventuellement du visa/Nature et caractéristiques du document prouvant l'identité.

KONINKRIJK BELGIE

Bijlage 25

Hoofding van de overheid

Ref. :

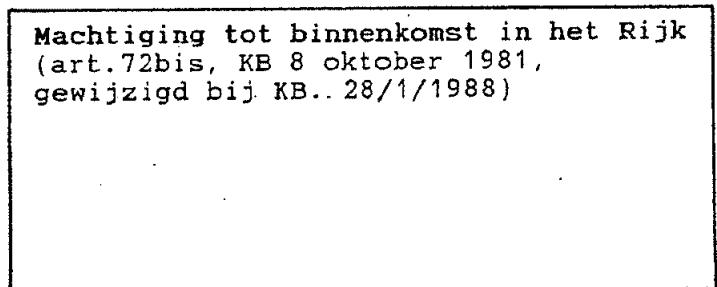
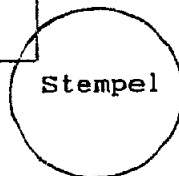
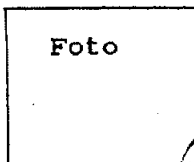
Attest afgegeven in toepassing van artikel 72 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988.

Voor ons, (1)
 heeft de genaamde
 de persoon die verklaart te heten] (2)
 geboren te, op
 van (en van) nationaliteit (te zijn) (2),
 houder van het paspoort (3)
 houder van het document (3)] (2)
 zonder enig identiteitsdocument]

- zich vluchteling verklaard overeenkomstig artikel 50 van de wet van 15 december 1980 (2).
- verzocht om gelijkgesteld met de vluchteling te worden verklaard in toepassing van artikel 57 van de wet van 15 december 1980 (2).

Handtekening
 van de
 vreemdeling.

..... op
 Handtekening van de overheid die akte geeft
 van de verklaring/het verzoek, (2)



Wanneer de betrokkene gemachtigd is het Rijk binnen te komen, moet hij zich, voorzien van dit document en van de andere stukken die hij op het ogenblik van zijn binnenkomst in zijn bezit had, binnen acht werkdagen na zijn binnenkomst, aanmelden bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij zal logeren.

- (1) Naam en hoedanigheid van de overheid
- (2) De onnodige vermelding doorhalen
- (3) Karakteristieken van het paspoort en eventueel van het visum/Aard en karakteristieken van het document aan de hand waarvan de identiteit werd vastgesteld.

MINISTERE DE LA JUSTICE

ANNEXE 25 bis

SURETE PUBLIQUE

RECTO

OFFICE DES ETRANGERS

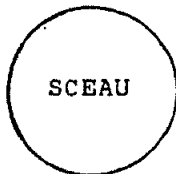
Réf :

DECISION DE REFUS D'ENTREE AVEC REFOULEMENT

En exécution de l'article 72 ter, alinéa 1er; de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, l'entrée dans le Royaume est refusée
 au (à la) nommé(e)) (1)
 à la personne qui déclare se nommer)
 né(e) à
 de nationalité/et être de nationalité (1)

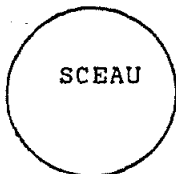
En conséquence, le(la) prénommé(e) est refoulé(e).

MOTIF DE LA DECISION :



Bruxelles, le
 (1) Le Ministre de(2)
 (1) Le délégué du Ministre de.....(2)

(1) En exécution de l'article 53 bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 6 mai 1993, le(la) prénommé(e) est reconduit(e) à la frontière du pays qu'il(elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.



Bruxelles, le
 (1) Le Ministre de(2)
 (1) Le délégué du Ministre de.....(2)

- (1) Biffer la mention inutile.
 (2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

VERSO

ACTE DE NOTIFICATION

L'an , le ,
à la requête
- (1) du Ministre de , (2)
- (1) du délégué du Ministre de , (2)
Je soussigné(e) (3)..... ,
demeurant à ,
ai notifié au(à la) nommé(e)) (1)
à la personne qui déclare se nommer)
..... ,
né(e) à , le ,
de nationalité/et être de nationalité (1)

- la décision du , lui refusant l'entrée dans le Royaume.
- (1) - la décision du , visant à le(la) reconduire à la frontière du pays qu'il(elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.

Il lui a été remis, par mes soins, deux copies de cette (ces) décision(s).

Je l'ai informé(e) :

- que la première décision est susceptible d'un recours urgent auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (l'exercice de ce recours a pour effet de suspendre l'exécution de la décision précitée). Ce recours doit être introduit dans le jour ouvrable qui suit la présente notification. A cet effet, il peut être remis dans le même délai au délégué du Ministre auprès du poste de contrôle frontalier. Le recours doit être accompagné d'une copie de la décision attaquée.

- que la première/et la deuxième (1) décision(s) est (sont) susceptible(s) d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la présente notification.

Je reconnais avoir reçu
notification de la (des)
présente(s) décision(s).

Signature et sceau de l'autorité
chargée du contrôle aux
frontières,

Signature de l'étranger (ère),

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

(3) Nom et qualité de l'autorité.

MINISTERIE VAN JUSTITIE
 OPENBARE VEILIGHEID
 DIENST VREEMDELINGENZAKEN
 Ref. :

Bijlage 25bis

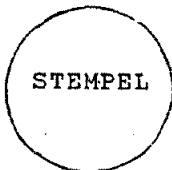
RECTO

BESLISSING TOT WEIGERING VAN TOEGANG TOT HET GRONDGEBIED
 MET TERUGDRIJVING

In uitvoering van artikel 72ter, lid 1, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988, is de toegang tot het Rijk geweigerd
 aan de genaamde) (1)
 de persoon die verklaart te heten)
 geboren te
 van (en van)..... nationaliteit (te zijn) (1).

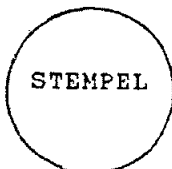
Derhalve wordt betrokkene teruggedreven.

Reden van de beslissing :



Brussel,
 (1) De Minister van (2)
 (1) De gemachtigde van de Minister van (2)

(1) In uitvoering van artikel 53bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1993, wordt betrokkene teruggedleid naar de grens van het land waaruit hij/zij gevlucht is, en waar volgens zijn/haar verklaring zijn/haar leven of zijn/haar vrijheid bedreigd zou zijn.



Brussel,
 (1) De Minister van (2)
 (1) De gemachtigde van de Minister van (2)

-
- (1) De onnodige vermelding doorhalen.
 - (2) De hoedanigheid van de Minister aanduiden die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.

VERSO
AKTE VAN KENNISGEVING

Ten jaere , op
 ten verzoeken van de Heer Minister van (2),
 de gemachtigde van de Heer Minister van (2),
 heb ik ondergetekende (3)
 verblijf houdende te
 aan de genaamde) (1)
 aan de persoon die verklaart te heten)

 geboren te , op
 van (en van) nationaliteit (te zijn) (1),
 kennis gegeven van

- de beslissing dd. , waarbij hem/haar de toegang tot het grondgebied wordt geweigerd.
- (1) - de beslissing dd. , tot terugleiding naar de grens van het land waaruit hij/zij gevlucht is en waar volgens zijn/haar verklaring zijn/haar leven of zijn/haar vrijheid bedreigd zou zijn.

Er zijn hem (haar), door mijn toedoen, twee afschriften van die beslissing(en) overhandigd.

Ik heb hem (haar) er van op de hoogte gebracht :

- dat de eerste beslissing vatbaar is voor een dringend verzoek tot heronderzoek dat moet gericht worden aan de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen (het instellen van dit beroep schorst de tenuitvoerlegging van voormelde beslissing). Dit verzoek moet binnen de 24 uur na deze kennisgeving ingediend worden. Bij de grenscontrolepost kan dit verzoek binnen dezelfde termijn worden afgegeven aan de gemachtigde van de Minister. Het verzoek dient vergezeld te zijn van een kopie van de bestreden beslissing.
- dat de eerste/beide (1) beslissing(en) vatbaar is (zijn) voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, beroep dat bij ter post aangetekende brief moet worden ingediend binnen 60 dagen na deze kennisgeving.

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen van deze beslissing(en).

Handtekening van de vreemdeling,

Handtekening en stempel van de met de grenscontrole belaste overheid,

-
- (1) De onnodige vermelding doorhalen.
 - (2) De hoedanigheid van de Minister aanduiden die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.
 - (3) De naam en hoedanigheid van de overheid aanduiden.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Annexe 26 bis

SURETE PUBLIQUE

OFFICE DES ETRANGERS

RECTO

Réf :

DECISION DE REFUS DE SEJOUR AVEC
ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE

En exécution de l'article 75, § 2, / des articles 81 et 75, § 2, (1) de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 6 mai 1993, le séjour dans le Royaume est refusé
au (à la) nommé(e) (1)
à la personne qui déclare se nommer)
..... ;
né(e) a, le
de nationalité /et être de nationalité (1)

MOTIF DE LA DECISION :

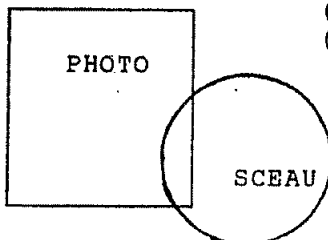
(1) En exécution de l'article 53bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 6 mai 1993, le(la) prénommé(e) est reconduit(e) à la frontière du pays qu'il (elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.

(1) En exécution de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire du Royaume / dans les jours.(3)

Bruxelles, le

(1) Le Ministre de(2)

(1) Le délégué du Ministre de.....(2)



- (1) Biffer la mention inutile.
- (2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.
- (3) Biffer en cas de décision de maintien de l'étranger en un lieu déterminé.

VERSO
ACTE DE NOTIFICATION

L'an, le,
à la requête
- (1) du Ministre de, (2)
- (1) du délégué du Ministre de, (2)
je soussigné(e) (3),
demeurant à,
ai notifié
- (1) au (à la) nommé(e)
à la personne qui prétend se nommer) (1),
- (1) au domicile élu par l'intéressé(e) : (4),
- (1) au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides : (5).....,
né(e) à, le,
de nationalité/et être de nationalité : (1),
- la décision du, lui refusant le séjour
dans le Royaume.
- (1) la décision lui enjoignant de quitter le territoire / dans les
.....jours (1) de la présente notification, avec interdiction de se
rendre au Luxembourg et aux Pays-Bas.
- (1) la décision du....., visant à le(la) reconduire à la
frontière du pays qu'il(elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie
ou sa liberté serait menacée.

Il lui a été remis, par mes soins, deux copies de ces décisions.

Je l'ai informé(e) qu'à défaut d'obtempérer, il (elle) s'expose, sans préjudice de poursuites judiciaires sur la base de l'article 75 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à être ramené(e) à la frontière et à être détenu(e) à cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la mesure, conformément à l'article 27 de la même loi.

Je l'ai également informé(e) :

- que la première décision est susceptible d'un recours urgent auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les trois jours ouvrables de la présente notification (l'exercice de ce recours a pour effet de suspendre l'exécution de la décision précitée) : (5)....., La demande doit être accompagnée d'une copie de la décision attaquée.

- que les deux décisions sont susceptibles d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la présente notification.

Je reconnais avoir reçu notification
des présentes décisions. (1)
Signature de l'étranger (ère), (1)

Signature
et sceau de l'autorité,

-
- (1) Biffer la mention inutile.
(2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.
(3) Nom et qualité de l'autorité.
(4) Indiquer la dernière adresse où l'intéressé(e) a fait élection de domicile.
(5) Mentionner l'adresse du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

MINISTERIE VAN JUSTITIE
BESTUUR VAN DE OPENBARE VEILIGHEID
DIENST VREEMDELINGENZAKEN
Ref.

Bijlage 26bis

RECTO

BESLISSING TOT WEIGERING VAN VERBLIJF MET BEVEL OM HET
GRONDGEBIED TE VERLATEN

In uitvoering van artikel 75, § 2, 7 de artikelen 81 en 75, § 2, (1) van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 mei 1993, wordt het verblijf in het Rijk geweigerd
aan : de genaamde) (1)
de persoon die verklaart te heten)
.....
geboren te , op
van (en van) nationaliteit (te zijn) (1).

REDEN VAN DE BESLISSING :

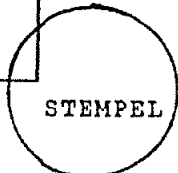
(1) In uitvoering van artikel 53 bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1993, wordt voornoemde teruggeleid naar de grens van het land dat hij (zij) ontvlucht is, en waar volgens zijn (haar) verklaring zijn (haar) leven of vrijheid bedreigd zou zijn.

(1) In uitvoering van artikel 7, lid 1,2°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt aan de betrokkene bevel gegeven het grondgebied te verlaten / binnen dagen.(3)

Brussel,



- (1) De Minister van(2)
- (1) De gemachtigde van de Minister van(2)



-
- (1) De onnodige vermelding doorhalen.
 - (2) De hoedanigheid van de Minister aanduiden die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.
 - (3) Doorhalen wanneer werd besloten de vreemdeling vast te houden in een welbepaalde plaats.

VERSO
AKTE VAN KENNISGEVING

- Ten jare (1), op,
ten verzoeken van :
- (1) de Heer Minister van, (2)
 - (1) de gemachtigde van de Heer Minister van, (2)
- heb ik ondergetekende (3),
verblijf houdende te,
- (1) aan de genaamde)
aan de persoon die verklaart te heten) (1),
.....
- (1) op de woonplaats gekozen door de betrokkene : (4),
- (1) op het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen : (5),
geboren te, op,
van (en van) nationaliteit (te zijn)(1),
kennis gegeven van
- de beslissing dd..... waarbij hem (haar) het verblijf
in het Rijk geweigerd wordt.
- (1) - de beslissing waarbij hem (haar) bevel gegeven wordt het grondgebied
te verlaten / binnen dagen (1) na deze kennisgeving, met
verbod zich naar Luxemburg en Nederland te begeven.
- (1) - de beslissing dd....., tot terugleiding naar de grens
van het land waaruit hij/zij gevlucht is en waar volgens zijn/haar
verklaring zijn/haar leven of zijn/haar vrijheid bedreigd zou zijn.
Er zijn hem (haar) door mijn toedoen, twee afschriften van die
beslissingen overhandigd.
- Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht dat indien hij (zij)
dit bevel niet opvolgt, hij (zij) gevaar loopt, onverminderd rechtsvervolging
op grond van artikel 75 van de wet van 15 december 1980 betreffende
de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de
verwijdering van vreemdelingen, naar de grens te worden geleid en te
dien einde te worden opgesloten voor de tijd die strikt noodzakelijk is
voor de uitvoering van de maatregel, overeenkomstig artikel 27 van
dezelfde wet.
- Ik heb hem (haar) er van op de hoogte gebracht :
- dat de eerste beslissing vatbaar is voor een dringend verzoek tot
heronderzoek bij de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de
staatlozen, verzoek dat bij ter post aangetekende brief moet ingediend
worden binnen drie werkdagen na deze kennisgeving (Het instellen van dit
beroep schorst de tenuitvoerlegging van voormelde beslissing) : (5)
.....
- Het verzoek dient vergezeld te zijn van een kopie van de bestreden
beslissing.
- dat beide beslissingen vatbaar zijn voor een beroep tot nietigverklaring
bij de Raad van State, beroep dat bij ter post aangetekende brief
moet ingediend worden binnen zestig dagen na deze kennisgeving.

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen
van deze beslissingen. (1)

Handtekening en stempel van de

Handtekening van de vreemdeling(e), (1) overheid,

-
- (1) De onnodige vermelding doorhalen.
 - (2) De hoedanigheid van de Minister aanduiden die de toegang tot het
grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van
vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.
 - (3) De naam en de hoedanigheid van de overheid aanduiden.
 - (4) Het laatste adres vermelden waar de betrokkene woonstkeuze heeft
gedaan
 - (5) Het adres van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de
staatlozen vermelden.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Annexe 39

SURETE PUBLIQUE

OFFICE DES ETRANGERS

RECTO

REF. :

DECISION DE MAINTIEN EN UN LIEU DETERMINE.

Vu l'article 74/6, §1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 6 mai 1993,

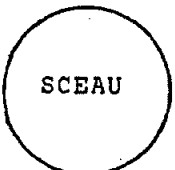
Considérant que le(la) nommé(e) la personne qui déclare se nommer] (1)

né(e) à, le, de nationalité/et être de nationalité (1), a fait l'objet d'une décision (2), en date du

Considérant (3)

Estimant dès lors que le maintien de l'intéressé(e) en un lieu déterminé est rendu nécessaire pour garantir son éloignement effectif du territoire;

En exécution de l'article 75, §3, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, remplacé par l'arrêté royal du 6 mai 1993, il est décidé de maintenir l'intéressé(e) à (4)



Bruxelles, le

(1) Le Ministre de (5)
(1) Le délégué du Ministre de (5)

- (1) Biffer la mention inutile.
(2) Indiquer la décision prise en vertu de l'article 52 de la loi du 15 décembre 1980.
(3) Indiquer les motifs de la décision.
(4) Mentionner l'adresse du lieu où l'intéressé est maintenu.
(5) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

VERSO

ACTE DE NOTIFICATION

L'an, le,
à la requête (1) du Ministre de, (2)
(1) du délégué du Ministre de, (2)
Je soussigné(e) (3).....
demeurant à.....
ai notifié :
- (1) au(à la) nommé(e)
à la personne qui déclare se nommer] (1).....
- (1) au domicile élu par l'intéressé(e) : (4).....
- (1) au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides : (5)
.....
né(e) à, le.....
de nationalité/et être de nationalité (1).....
la décision du, ordonnant le maintien en un
lieu déterminé.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de cette décision.

Je l'ai informé(e) :

- que la décision est susceptible d'un recours par voie de requête devant la Chambre du Conseil du tribunal correctionnel du lieu de la résidence de l'intéressé(e) dans le Royaume ou du lieu où il(elle) a été trouvé(e);
- que la décision est également susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la présente notification (l'exercice de ce recours n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la décision précitée, sans préjudice des articles 17 et 18 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973).

Signature et sceau de l'autorité,

Je reconnais avoir reçu
notification de la présente
décision, (1)

Signature de l'étranger (ère), (1).

-
- (1) Biffer la mention inutile.
 - (2) Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.
 - (3) Nom et qualité de l'autorité.
 - (4) Indiquer la dernière adresse où l'intéressé(e) a fait élection de domicile
 - (5) Mentionner l'adresse du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides

Ministerie van Justitie

Bijlage 39

Openbare Veiligheid

Dienst Vreemdelingenzaken

RECTO

Ref. :

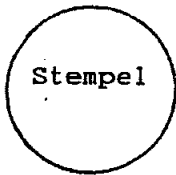
Beslissing tot het vasthouden in een welbepaalde plaats.

Gelet op artikel 74/6, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1993.

Overwegende dat
 de genaamde
 de persoon die verklaart te heten (1)
 geboren te, op,
 van nationaliteit (te zijn) (1),
 het voorwerp is van de beslissing dd. (2)

Overwegende dat (3)
 Aangezien het vasthouden van de betrokkene in een
 welbepaalde plaats noodzakelijk geacht werd om een effectieve
 verwijdering uit het grondgebied te waarborgen;

In uitvoering van artikel 75, § 3, van het koninklijk
 besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het
 grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van
 vreemdelingen, vervangen door het koninklijk besluit van 6 mei
 1993, besloten werd de betrokkene vast te houden te
 (4)



Brussel,

- (1) De Minister van(5)
- (1) De gemachtigde van de Minister van.....(5)

-
- (1) De onnodige vermelding doorhalen.
 - (2) De beslissing vermelden die genomen werd krachtens artikel 52 van de wet van 15 december 1980.
 - (3) De reden van de beslissing vermelden.
 - (4) Het adres vermelden waar de betrokkene wordt vastgehouden.
 - (5) De hoedanigheid aanduiden van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.

VERSOAkte van kennisgeving

Ten jare, op,
 op verzoek van (1) de Minister van, (2)
 (1) de gemachtigde van de Minister van, (2)
 heb ik ondergetekende (3),
 verblijf houdende te,

- (1) aan de genaamde
 de persoon die verklaart te heten } (1),
 - (1) aan de door betrokkene gekozen woonplaats : (4),
 - (1) aan het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de
 staatlozen : (5),
 geboren te, op,
 en van nationaliteit (te zijn) (1),
 kennis gegeven van de beslissing van,
 waarbij hij (zij) wordt vastgehouden in een welbepaalde plaats.

Er zijn hem (haar) door mijn toedoen, een afschrift van
 deze beslissing overhandigd.

Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht :

- dat de beslissing vatbaar is voor een beroep bij de raadkamer van de Strafrechtbank waar de betrokkene verblijfplaats heeft in het Rijk of op de plaats waar hij (zij) gevonden werd;
- dat de beslissing eveneens vatbaar is voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, beroep dat bij ter post aangetekende brief moet worden ingediend binnen zestig dagen na deze kennisgeving. (Het instellen van dit beroep tot nietigverklaring schorst de tenuitvoerlegging van voormelde beslissing niet, onverminderd de toepassing van artikelen 17 en 18 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973).

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen van deze beslissing. (1)

Handtekening van de
 vreemdeling(e), (1)

Handtekening en stempel
 van de overheid,

- (1) De onnodige vermelding doorhalen.
- (2) De hoedanigheid van de Minister aanduiden die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.
- (3) De naam en de hoedanigheid van de overheid aanduiden.
- (4) Het laatste adres vermelden waar de betrokkene woonstkeuze heeft gedaan.
- (5) Het adres van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen vermelden.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 mai 1993 modifiant Notre arrêté du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
 L. TOBBACK

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 mei 1993 tot wijziging van Ons besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,
 L. TOBBACK